

Etablissement contractant

AEFE - Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger 23, place de Catalogne - 75014 PARIS/ 1
allée Baco BP 21509 - 44015 Nantes Cedex 1

Pouvoir adjudicateur

Claudia Scherer-Effosse, Directrice Générale de l'AEFE

Renseignements d'ordre technique et d'ordre administratif :

Courrier électronique : via la plateforme PLACE

Règlement de Consultation

RC

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES

PRESTATIONS DE SEMINAIRES : LOCATIONS DE SALLES ET SERVICES ASSOCIES

N° MAPA2025.01

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2162-4 du
code de la commande publique (CCP).

Date limite de remise des offres : 10 Février 2025 à 16h00

Le présent document comporte 12 pages

Article 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET CONDITIONS

1.1 Contexte

Créée en 1990, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE). Elle assure les missions de service public relatives à l'éducation en faveur des enfants français résidant hors de France et contribue au rayonnement de la langue et de la culture française ainsi qu'au renforcement des relations entre les systèmes éducatifs français et étrangers.

L'Agence gère directement 68 établissements d'enseignement scolaire français, qui sont ses composantes. Par ailleurs, elle pilote et anime, dans le cadre d'une procédure de conventionnement et d'affectation de moyens publics, un réseau de 161 établissements privés. Elle assure la formation continue, l'orientation et le suivi pédagogique des enseignants des 351 autres établissements, appelés « établissements partenaires », également homologués par le ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (MENJ).

Dotée d'un budget s'élevant à 1 223 028 555 milliards qui associe contributions des familles et crédits publics, elle accueille dans les établissements de son réseau 392 000 élèves dans 139 pays, finance des aides aux familles et, sur critères académiques, des bourses d'excellence-major pour les meilleurs bacheliers étrangers issus du réseau des établissements français à l'étranger et poursuivant des études supérieures en France.

Elle emploie plus de 5 488 agents en détachement, titulaires de l'Education nationale, affectés à l'étranger auprès des établissements en gestion directe ou des établissements conventionnés.

Les services centraux de l'Agence comptent 207 agents au 31 décembre 2022, répartis sur deux sites : Paris et Nantes.

Elle alloue aux établissements scolaires des subventions de fonctionnement, d'investissement, d'équipement et d'appui pédagogique.

Elle met en œuvre au profit des établissements du réseau une politique pédagogique innovante qui concilie respect des programmes scolaires en vigueur en France et ouverture à la langue et à la culture du pays d'accueil.

En développant et en renforçant la diplomatie éducative, le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger soutient ainsi la diplomatie économique française.

1.2 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la location de salles de séminaires et les services associés dont la restauration, la sonorisation et en option, l'hébergement des participants.

Les descriptions des prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le cahier des charges techniques particulières.

1.3 Forme - Montant de l'accord-cadre – Allotissement

Le présent accord-cadre a pour objet la location de salles de séminaires et les services associés dont la restauration et la sonorisation et en option l'hébergement des participants.

A titre d'information, le besoin porte sur le séminaire des partants, qui aura lieu une fois par an. De manière ponctuelle, un séminaire supplémentaire pourrait être organisé également une fois par an.

Conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et aux articles R2113-1 à R2113-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et afin de maintenir la cohérence des prestations, l'accord-cadre est passé sous la forme d'un lot unique, conclu avec un seul attributaire. En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre.

Il fixe toutes les stipulations contractuelles et donne lieu à la conclusion de bons de commandes dans les conditions fixées à l'article R-2162-13 du code de la commande publique.

L'accord cadre est conclu sans montant minimum. Les montants maximums sont les suivants :

La location de salles de séminaires et services associés : Montant annuel 300 000 € HT (**360 000,00 € €TTC**), soit **1 440 000 € TTC** sur la durée de l'accord-cadre.

Afin d'assurer l'hébergement des participants, le titulaire pourra proposer **en option** des moyens permettant d'assurer le lieu de séjour (hébergements et hôtels).

Les prestations d'hébergements et d'hôtels seront exprimées en quantité soit :
Nous estimons avoir besoin de **2 000 nuitées par an soit 8 000 nuitées** sur toute la durée de l'accord cadre.

1.4 Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) - Variantes

Le présent accord-cadre ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

Le titulaire pourra proposer **en option** des solutions d'hébergement à proximité des salles de réunion, dans la limite du plafond fixé par l'Etat pour ses personnels, conformément à l'arrêté du 3 juillet 2006 mis à jour le 8 juillet 2024 , soit actuellement 140,00€ TTC par personne (chambre individuelle + petit déjeuner pour la commune de Paris et 120,00€ TTC pour les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris. Les lieux d'hébergement devront se situer dans un rayon maximum de 15 min en transports en commun autour du lieu du séminaire.

Le nombre de personnes hébergées pouvant aller de 50 à 180 personnes maximum, suivant les besoins de l'AEFE.

1.5 Visite des lieux

Une visite des lieux obligatoire sera organisée à l'issue de la réception des candidatures par l'AEFE dans les locaux des candidats.

1.6 Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une période de 12 (douze) mois à compter de sa notification et reconductible tacitement trois fois par période de 12 mois, conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique. Le titulaire ne peut s'opposer aux reconductions.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur prendra par écrit sa décision de ne pas reconduire le marché. Un préavis de 2 mois devra être respecté.

La non reconduction du marché ne peut entraîner la demande d'indemnisation de la part du titulaire.

1.7 Etendue de la consultation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée prévue par les articles R. 2123-1, R. 2162-4, R-2162-13, R-2162-14 du code de la commande publique (CCP).

1.8 Mode de dévolution de l'accord-cadre

Les entreprises pourront soumissionner soit en qualité de candidat individuel, soit en tant que membre d'un groupement momentané d'opérateurs économiques.

Les candidats pourront se présenter sous forme d'un groupement solidaire ou conjoint, conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique. La composition du groupement ainsi que son mandataire devront être présentés lors de la remise des offres. La recevabilité de la candidature sera analysée pour chaque entreprise que le groupement soit conjoint ou solidaire. L'appréciation des capacités financière, professionnelle et technique sera globale.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Dans le cas d'un mandataire, ce dernier est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Dans tous les cas de figure, l'acte d'engagement est le document unique signé soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire habilité au stade de la passation du marché. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Les entreprises ne pourront pas présenter plusieurs offres, en agissant d'une part en qualité de candidat individuel et d'autre part en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

1.9 Nomenclature communautaire pertinente

79951000 : Services d'organisation de séminaires

1.10 Clauses sociales et environnementales

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique fixe de nouvelles obligations pour la croissance verte aux opérateurs de l'Etat.





Dans le cadre des prestations de restauration, le titulaire doit présenter une prestation respectueuse de l'environnement prenant en compte le développement durable et notamment lors de l'évènement. **Il est interdit d'utiliser du plastique à usage unique.** Il est demandé l'utilisation de matériaux éco responsable (par exemple l'utilisation de couverts en bois pour la vaisselle jetable), les temps de trajet entre le lieu de production et le lieu de livraison doivent être maîtrisés.

L'ensemble des matériaux et / ou emballages utilisés sont recyclables et valorisables en particulier, ceux concernant les plateaux repas.

Le titulaire doit pouvoir proposer dans son offre des produits **de qualité et durable au moins 50 % dont au moins 20 % issus de l'agriculture biologique** (des fruits et légumes de saison, produits régionaux, produits issus du commerce équitable, certifiés selon les labels en vigueur etc...)

Dans une logique de développement durable, la promotion des circuits courts est privilégiée. La saisonnalité des produits frais est privilégiée (denrées produites en région et plus largement en France métropolitaine, pendant la saison considérée).

L'huile de palme, de coprah et de coco sont proscrites.

Le label AB	
Les labels bios équitables	 
Le label « Agriculture biologique » Européen	

Le 8 mars 2022, l'AEFE a obtenu un label « Egalite » AFNOR et souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, l'Aefe s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur. »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au Titulaire :

- D'actualiser à chaque date anniversaire de l'accord-cadre le questionnaire initialement transmis après l'attribution de l'accord-cadre. Le modèle du questionnaire est fourni en annexe 1 au présent CCAP. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement.
- Un bilan des actions menées dans le domaine de la prévention des discriminations, six mois avant l'échéance contractuelle, pour les accords-cadres dont la durée est d'au moins trois ans et dont le montant est supérieur à 80 000 € HT.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation.

Article 2 – DEMATERIALISATION DE LA PROCEDURE

2.1 Profil d'acheteur

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) se trouve sur la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » via le site (www.marches-publics.gouv.fr).

Sur le site, les soumissionnaires trouveront les conditions générales d'utilisation de la plateforme de dématérialisation, les prérequis techniques auxquels ils devront se référer pour utiliser la plateforme, ainsi qu'un manuel d'installation et une foire aux questions (FAQ).

Ces documents font partie intégrante du présent règlement de la consultation.

2.2 Retrait des dossiers par voie dématérialisée

Les soumissionnaires peuvent, gratuitement et anonymement, consulter l'avis et retirer le DCE sur La Place via le site : www.marches-publics.gouv.fr. Pour lire les documents mis à disposition sur ce site, les candidats doivent disposer des logiciels suivants : .doc (Word), .rtf, .xls (Excel), .pdf (Acrobat Reader), .zip (Winzip), .pdf (Acrobat Reader).

Il est recommandé aux candidats d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les éventuelles modifications ou précisions apportées aux documents de la consultation.

Tous les échanges seront effectués par messagerie via la plateforme PLACE.

Il est également nécessaire que le candidat vérifie très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. La responsabilité de l'acheteur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Article 3 – PIECES CONTISTUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- Le présent règlement de la Consultation (RC),
- Le Cahier des Charges Administratives et particulières (CCAP) et son annexe - Le questionnaire égalité femmes hommes particulières (à renseigner),
- Le Cahier des Charges Techniques (CCTP)
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cadre de la note méthodologique,
- L'acte d'engagement (AE),
- Les formulaires DC1, DC2,
- Le formulaire de renseignement d'adresse électronique du candidat.

3.2 Modification de détail au dossier de consultation

L'Agence se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Le pouvoir adjudicateur en informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **cent quatre-vingts jours (180)** à compter de la date limite de remise des offres.

Article 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres doivent être rédigées en français. Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

5.1 Pièces relatives à la candidature :

- **Le candidat devra compléter et signer le questionnaire égalité femmes hommes annexé au présent CCAP.**
- **Le DUME par voie dématérialisée ou le e-dume ou réponse standard électronique**

OU

- **le DC1 dûment rempli,**
- **le DC2 dont les rubriques B à E doivent être renseignées par le candidat, accompagné des pièces suivantes :**
 - renseignements relatifs aux effectifs et moyens techniques : effectif total et importance du personnel d'encadrement, moyens matériels et techniques dont dispose le candidat,
 - références du candidat (liste des principales des prestations réalisées indiquant le montant, année, établissement destinataire) ;
 - le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du présent marché réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (**rubrique D1 du DC2**).

En cas de groupement, chaque membre devra fournir l'ensemble des pièces ci-dessus, le DC1 devant être signé par l'ensemble des membres du groupement.

En cas de sous-traitance, le candidat remplit le formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance », et le sous-traitant fournit l'ensemble des pièces ci-dessus.

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités financières et techniques par tout moyen, notamment en proposant des documents qu'ils jugent équivalents à ceux listés par l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs.

- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Conformément à l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats peuvent utiliser le coffre-fort électronique mis à leur disposition sur la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE), se référer à « Guide utilisateur général Entreprise » disponible sur PLACE à la rubrique « Aide ».

5.2 Les pièces relatives à l'offre :

- L'acte d'engagement dûment complété accompagné d'un RIB,
- le bordereau des prix unitaires dûment **complété avec un exemplaire au format Excel (xls) et une version signée scannée,**
- L'offre détaillée du candidat
- Liste des tarifs publics des candidats
- le cadre de la note méthodologique avec notamment la méthodologie, les moyens humains, et les délais de réalisation le cas échéant,
- le formulaire de renseignement de l'adresse électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- les critères de jugement de l'offre sont appréciés sur la base des différents documents demandés ci-dessus, et qu'il est par conséquent de leur intérêt d'y apporter, avec le niveau de détail pertinent, toutes les indications nécessaires à cette appréciation ;
- l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment aux stipulations du Cahier des Clauses Particulières. Le candidat est tenu de respecter la présentation des grilles tarifaires définies par l'AEFE. Toute suppression entraînera l'élimination du candidat.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire.

Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement et le cadre financier.

Article 6 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Admission des candidatures :

Les candidatures seront jugées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats à exécuter le marché sur la base des documents visés à l'article 5.1 du présent document.

6.2 Sélection des offres :

Les critères de sélection des candidatures sont les capacités professionnelles (effectifs et références), techniques (moyens techniques) et financières (chiffre d'affaires) du candidat.

Les critères de sélection des offres sont les suivants :

Le critère prix sera apprécié à partir des documents financiers présentés par les candidats :

Les prix saisis dans les BPU par les candidats en € HT.

Critère 1 – Prix des prestations : 40 points

Noté sur 40 points

La note du critère Prix est calculée comme suit :

Note Prix de l'offre = (Prix de l'offre la moins élevée/Prix de l'offre du candidat noté) x 40

Critère 2 - Valeur technique : 60 points

Noté sur 60 points

L'offre du candidat sera évaluée sur la base du cadre de mémoire technique en tenant compte de la qualité et valeur technique de l'offre , selon des sous- critères suivants :

1. Conditions d'exécution et capacité de soutien : la preuve doit être faite que l'entreprise possède une capacité de soutien suffisante pour répondre aux demandes de locations de salles pour les séminaires de l'AEFE – **(10 points)**
2. Assurance qualité/fréquence, documentation et évaluation : des normes de qualité doivent être clairement établies et doivent être contrôlables, les inspections doivent être régulières, la manière dont l'entreprise évalue l'exécution correcte du contrat doit également être claire– **(10 points)**
3. Description des locaux et des équipements - **(10 points)**
4. Description de la restauration associée à la location de salles - **(10 points)**
La qualité et la diversité de l'offre alimentaire en matière de restauration, ce critère sera apprécié en fonction de la qualité des produits, des menus proposés, des fournitures et leur variété, description des prestations, dispositions environnementales (provenance, labels AB, recours à des produits bio équitables, le label « Agriculture biologique » Européen et aux circuits courts etc...).

5. Critère géographique sera apprécié en fonction de l'accessibilité des transports en commun - **20 points**

Une visite des locaux proposés dans l'offre des candidats sera effectuée pour la période allant du 10 février 2025 au 21 février 2025.

Les candidats seront classés sur une note totale de **100 points**.

Important : l'option hébergement étant facultative, son prix ne sera pas pris en compte dans le montant de la simulation. Elle sera retenue uniquement si elle ne remet pas en cause le classement de l'attributaire.

6.3 Réception et négociation des offres initiales

Seules les offres complètes, reçues à la date limite de réception des offres seront analysées par l'acheteur. Les offres jugées inacceptables et/ou inappropriées seront éliminées. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire compléter les offres.

6.4 Détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse

L'AEFE attribue le marché au soumissionnaire qui a présenté la meilleure offre au regard de l'avantage économique global, au terme d'un classement opéré par application des critères cités ci-dessus.

La somme des notes obtenues au titre des différents critères d'attribution détermine la note globale obtenue par les soumissionnaires, lesquels font l'objet d'un classement.

Le candidat retenu sera celui ayant reçu la meilleure note globale, après addition des notes obtenues.

Si plusieurs soumissionnaires obtiennent la même note globale, alors la note attribuée pour le critère technique sert à départager les soumissionnaires concernés.

En cas de nouvelle égalité, le candidat retenu est celui ayant obtenu la note du prix la plus basse.

6.5 Conduite des négociations

A l'issue du classement des offres, l'acheteur se réserve le droit de négocier ou non avec les candidats.

Dans le cadre du classement des offres, une négociation avec **les trois premiers candidats** du classement pourrait être envisagée.

Il peut être amené à communiquer via la PLACE à tous les candidats des renseignements complémentaires aux documents de la consultation.

Chaque candidat doit donc veiller à prendre en compte ces renseignements complémentaires, qui peuvent avoir un impact sur la validité de son offre.

6.6 Réception et négociation des offres intermédiaires

L'acheteur peut demander autant d'offres intermédiaires qu'il le juge nécessaire. **Il peut également ne pas demander d'offre intermédiaire et demander une offre finale juste après la négociation des offres initiales.**

A l'issue des négociations, l'acheteur demande à chaque candidat la remise de sa meilleure et dernière offre. Cette demande est assortie d'une date et heure limite de réception de l'offre finale.

En cas de non remise par un candidat d'une meilleure et dernière offre dans le délai imparti, l'offre qui est considérée comme telle est la dernière offre conforme reçue dans les délais

Article 7 – LISTE DES PIECES A FOURNIR A L'ATTRIBUTION

Outre le DC1, la justification des pouvoirs du signataire, l'acte d'engagement et l'offre technique signés, et conformément à l'article L. 2142-1 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve qu'ils produisent les pièces ci-après :

- les attestations et documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D8222-8 du Code du travail,
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales lui incombant au 31 décembre de l'année précédente ont été satisfaites.

Article 8 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS

Conformément à l'article R.2132-7 du CCP, « Sous réserve des dispositions des articles R.2132-11 à R.2132-13, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché ont lieu par voie électronique ». Ainsi, la transmission des offres doit être effectuée uniquement par voie électronique.

En cas d'envoi papier, l'offre sera réputée irrégulière.

En cas d'envois multiples, il est rappelé que conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, seul le dernier pli enregistré sur la plateforme sera ouvert.

Remise des offres par voie dématérialisée :

La remise d'offres par voie électronique s'effectue uniquement au moyen de la plate-forme de dématérialisation des marchés publics PLACE, à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr, l'AEFE n'acceptera aucun autre type de transmission électronique.

La signature électronique :

Rappel : la signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. L'AEFE est en cours d'acquisition de certificats de signature électronique. Le candidat retenu sera invité à signer électroniquement son offre.

Mode de transmission :

La transmission électronique des candidatures est faite exclusivement via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr, l'AEFE n'acceptera aucun autre type de transmission électronique.

Les candidats doivent veiller à ce que la transmission de leur candidature soit effective (accusé de réception émis par la plate-forme) avant l'heure limite de dépôt des plis figurant en page de garde du présent règlement de consultation.

Les plis transmis par voie électronique étant horodatés, tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites sera considéré comme hors délai.

Les formats compatibles que la personne publique peut lire sont : .doc; .xls; .pdf; .zip.

Les candidats sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les macros ;
- faire en sorte que leur candidature n'excède pas un volume excessif.

Lisibilité des documents :

Dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer des documents non fournis par l'AEFE, ils doivent les scanner avec une définition suffisante garantissant leur lisibilité. Le candidat doit s'assurer que les fichiers ne sont pas défectueux et ne comportent pas de virus.

Copie de sauvegarde :

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des offres.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

« Copie de sauvegarde – Accord-cadre n°MAPA2025.01 – NE PAS OUVRIR »

L'enveloppe intérieure précisera l'identité du candidat. La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009. Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

Article 9 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatiques et Libertés ».

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le pouvoir adjudicateur, l'AEFE et le titulaire est le soumissionnaire.

Article 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements devront être adressées à l'Agence **exclusivement par écrit** aux coordonnées suivantes :

Courrier électronique : via la plateforme PLACE

Ces demandes doivent être adressées au plus tard le **29 janvier 2025**. Une réponse écrite sera envoyée à l'ensemble des entreprises ayant retiré un dossier, au plus tard le **3 février 2025**, conformément à l'article 39-III du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il est recommandé aux candidats, lors du retrait du DCE sur PLACE, d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les réponses aux questions, ainsi que les éventuelles modifications ou précisions apportées aux documents de la consultation.

Annexe : Documents à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

(dans le cas où ces derniers n'ont pas été déjà transmis dans le dossier de candidature)

I - Candidat individuel ou membre du groupement établi en France

Dans tous les cas :

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (dont délégations de signature...).
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (*formulaire NOTI2*) – **situation au 31 décembre de l'année précédant la consultation.**

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis ou D1), délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

II - Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger

Documents équivalents au point I, à défaut déclaration sous serment, ou déclaration solennelle devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement (se référer à l'article R2343-8 du CCP).

CONSIGNES RELATIVES A LA SIGNATURE ELECTRONIQUE

Il est rappelé que les documents de la candidature et de l'offre ne nécessitent pas de signature au moment du dépôt du pli sur la PLACE.

L'acte d'engagement sera signé électroniquement par la personne publique et l'attributaire à l'issue du processus de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Cependant, compte tenu des délais de délivrance d'un certificat de signature électronique, les candidats sont invités à prendre dès à présent les mesures pour se mettre en capacité de signer L'accord-cadre, si leur offre devait être retenue.

Il est de plus rappelé les points suivant concernant la signature électronique :

Certificat de signature

La signature électronique utilisée doit être conforme au règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Cette signature électronique devra s'appuyer sur un certificat de signature qualifié conforme à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Le certificat de signature entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS ;

2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement eIDAS.

Toutefois, les certificats de signature délivrés antérieurement et conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et au Référentiel Général de Sécurité (RGS) pourront continuer à être utilisés le temps de leur validité.

Important : Le certificat de signature doit être établi au nom d'une personne habilitée à engager la société (un document démontrant cette capacité à engager la société devra être remis à la personne publique) et être en cours de validité au moment de la signature.

La signature électronique devra porter sur le document lui-même, pas sur un fichier compressé (comme un fichier zip ou rar) ou sur un dossier, même si celui-ci ne contient qu'un seul document.

Outil de signature

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix. Toutefois, il est recommandé d'utiliser l'outil de signature de la PLACE.

Si le candidat utilise un outil de signature autre que celui de la PLACE, il transmettra avec le document signé un mode d'emploi rédigé en langue française décrivant la procédure permettant la vérification gratuite de la validité de la signature dans les conditions des articles 5 et 6 de l'arrêté du 12 avril 2018, comprenant notamment le lien sur lequel l'outil de vérification de la signature peut être récupéré et les informations permettant un mode de vérification alternatif (contact à joindre, support du site de l'éditeur du logiciel de signature...) en cas d'impossibilité d'utilisation du lien mentionné ci-dessus.

Format de signature

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

**1) DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE
D'ATTRIBUER LE MARCHE**

(si ces derniers n'ont pas été déjà transmis dans le dossier de candidature)

I - Candidat individuel ou membre du groupement établi en France

Dans tous les cas :

- ✓ Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (dont délégations de signature...).
- ✓ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (*articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale*).
- ✓ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (*formulaire NOTI2*) – **situation au 31 décembre de l'année précédant la consultation.**

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- ✓ Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis ou D1), délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.
- ✓ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- ✓ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- ✓ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

II - Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger

Documents équivalents au point I, à défaut déclaration sous serment, ou déclaration solennelle devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement (se référer au chapitre IV section 3 sous-section 6 du décret 2016-360 du 25 mars 2016).

2) CONSIGNES RELATIVES A LA SIGNATURE ELECTRONIQUE

Il est rappelé que les documents de la candidature et de l'offre ne nécessitent pas de signature au moment du dépôt du pli sur la PLACE.

L'acte d'engagement sera signé électroniquement par la personne publique et l'attributaire à l'issue du processus de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse. Cependant, compte tenu des délais de délivrance d'un certificat de signature électronique, les candidats sont invités à prendre dès à présent les mesures pour se mettre en capacité de signer L'accord-cadre, si leur offre devait être retenue.

Il est de plus rappelé les points suivant concernant la signature électronique :

Certificat de signature

La signature électronique utilisée doit être conforme au sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Cette signature électronique devra s'appuyer sur un certificat de signature qualifié conforme à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Le certificat de signature entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS ;

2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement eIDAS.

Toutefois, les certificats de signature délivrés antérieurement et conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et au Référentiel Général de Sécurité (RGS) pourront continuer à être utilisés le temps de leur validité.

Important : Le certificat de signature doit être établi au nom d'une personne habilitée à engager la société (un document démontrant cette capacité à engager la société devra être remis à la personne publique) et être en cours de validité au moment de la signature.

La signature électronique devra porter sur le document lui-même, pas sur un fichier compressé (comme un fichier zip ou rar) ou sur un dossier, même si celui-ci ne contient qu'un seul document.

Outil de signature

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix. Toutefois, il est recommandé d'utiliser l'outil de signature de la PLACE.

Si le candidat utilise un outil de signature autre que celui de la PLACE, il transmettra avec le document signé un mode d'emploi rédigé en langue française décrivant la procédure permettant la vérification gratuite de la validité de la signature dans les conditions des articles 5 et 6 de l'arrêté du 12 avril 2018, comprenant notamment le lien sur lequel l'outil de vérification de la signature peut être récupéré et les informations permettant un mode de vérification alternatif (contact à joindre, support du site de l'éditeur du logiciel de signature...) en cas d'impossibilité d'utilisation du lien mentionné ci-dessus.

Format de signature

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.